

Les manifestants de Hong-Kong à Téhéran en 2019 nous rappellent que notre modèle démocratique est encore loin d'avoir perdu la partie



Pendant que les manifestations font rage dans le monde, il est important de souligner que le système démocratique occidental a encore de beaux jours devant lui.

Avec Thibault
Muzergues

Des Gilets jaunes aux manifestations du 5 décembre, la France a vécu une année agitée du point de vue social. Et si nous pouvons considérer que notre démocratie traverse une période de crise, tout du moins au vu des manifestations et des débats parfois très durs qui fleurissent de par le monde, les difficultés que nous vivons actuellement ne doivent pas nous faire oublier que l'année 2019 a également été particulièrement difficile pour les dictateurs de par le monde. De Beijing à Caracas, en passant par Khartoum, Téhéran, Caracas, Istanbul ou Alger, des régimes autoritaires parfois solidement installés ont eux aussi dû faire face à une vague de contestation qui nous rappelle que loin d'être obsolètes, les idéaux de liberté et de démocratie peuvent encore inspirer les citoyens de la planète. On répondra bien sûr que le monde « libre » a lui aussi eu son lot de manifestations : certes, les images de cette année à Santiago de Chile, Paris ou encore Beyrouth nous rappellent que la « crise de régime » touche également nos démocraties. Mais il est toutefois remarquable de constater la multiplication du nombre de contestations contre les régimes autoritaires à travers le monde : en Chine, Hong Kong est en rébellion ouverte contre Beijing contre un projet de loi d'extradition (désormais retiré) imposé par le Parti communiste – énième entorse au principe « un pays, deux systèmes » qui avait fait la fortune des dirigeants chinois ; en Russie, c'est la tentative du pouvoir d'interdire aux candidats d'opposition de se présenter aux élections municipales cet été qui a mobilisé des dizaines de milliers de jeunes moscovites, leurs manifestations pacifiques étant réprimées par des arrestations massives et une violence policière qui en dit long sur la pression qu'un pouvoir poutinien désormais impopulaire doit ressentir à l'approche d'une saison électorale délicate. Il faut dire que les Russes veulent à tout prix éviter qu'un grand centre urbain russe tombe démocratiquement aux mains de l'opposition, une mésaventure qu'a connu Recep Tayyip Erdoğan à Istanbul en juin. A cette série de difficultés pour des dirigeants autoritaires s'ajoutent les chutes d'Omar Al-Bashir au Soudan et d'Abdelaziz Bouteflika en Algérie – et si dans les deux cas les autorités militaires tentent à tout prix de conserver le pouvoir, la pression de la rue les force au compromis : à Khartoum, les militaires ont dû signer un accord pour remettre (au moins en partie) le pouvoir aux civils, et il n'est pas à exclure que l'armée algérienne doive faire de nouvelles concessions après les élections du 13 décembre. En Iran également, la jeunesse est descendue dans la rue pour protester contre l'asphyxie économique du pays – dont ils tiennent leurs leaders et non le « grand Satan » américain pour responsable. La répression (140 morts et 7000 arrestations à ce jour) nous rappelle à la fois la fragilité actuelle du régime, mais aussi sa vraie nature. 2019 n'a certainement pas été un bon cru pour les dictatures. Mais il serait bien prématuré (et forcément arrogant, au vu de la dynamique des dix années précédentes) de crier victoire du côté des démocraties occidentales. D'autant que celles-ci font également face à une crise de confiance inédite depuis la fin de la guerre froide, comme la montée des populismes en Occident, l'épisode des Gilets jaunes en France ou encore les émeutes de Santiago nous le rappellent. L'enquête mondiale réalisée cette année par la Fondation pour l'Innovation politique et l'International Republican Institute sous la direction de Dominique Reynié met d'ailleurs bien en relief cette déconsolidation démocratique : même si ses principes fondamentaux (droit de

manifester, participer à la prise de décision, voter et dire ce que l'on pense) restent très largement partagés au sein des 42 pays étudiés, on constate également une désaffection pour la démocratie, dont de nombreux citoyens considèrent qu'elle ne fonctionne pas bien, en particulier en Europe de l'Est, mais aussi dans des pays comme le Brésil ou l'Italie. Plus grave encore, les jeunes générations semblent de plus en plus sceptiques sur la viabilité de notre régime politique : les moins de 35 ans sont en effet aujourd'hui plus nombreux que leurs aînés à penser qu'il existe des alternatives viables à la démocratie, que celles-ci soient technocratiques, aristocratiques, voire autoritaires. Au-delà des crises et des épisodes révolutionnaires qui ont traversé le monde cet année se dessine donc en filigrane une compétition entre deux modèles de gouvernance pour faire face aux défis sociétaux du XXI e Siècle : l'un, libéral-démocratique et occidental, se targue d'offrir à chaque individu la liberté de s'exprimer, de protester et de faire valoir ses droits – parfois au risque de blocages frustrants pour un grand nombre de citoyens. L'autre, autoritaire, se veut plus efficace pour préserver l'harmonie sociétale car n'ayant pas à se soucier de contre-pouvoirs (institutionnels ou électoraux) qui feraient obstacle à la volonté de l'État. La question est donc de savoir non seulement laquelle de ces deux valeurs – liberté ou « harmonie » - est la plus importante, mais aussi lequel des deux régimes pourra tenir ses promesses : si des doutes ont été émis sur la capacité de nos démocraties à continuer de permettre l'exercice véritable de la liberté d'opinion dans des sociétés de plus en plus polarisées et fracturées (par exemple lors du passage de la loi anti-fake news ou au plus fort des manifestations des Gilets jaunes), les manifestations de Hong Kong mettent également en péril le narratif d'efficacité et d'harmonie social dont se targue le régime chinois depuis des années n'est peut-être qu'une façade. Qui du modèle démocratique ou autoritaire l'emportera, et selon quels critères (économiques, sociétaux, militaires) ? C'est là un des grands enjeux des décennies à venir, et l'année difficile qu'ont vécu les dictateurs de par le monde ne représente qu'un épisode dans cette longue lutte commencée en Occident durant le Siècle des Lumières (et même avant). Quoiqu'il en soit, le courage des manifestants de Hong Kong, Moscou ou Khartoum nous rappelle que l'issue de cette confrontation est encore loin d'être dite, et que nos démocraties ont encore des cartes à jouer pour peu que nous soyons capables de nous remettre en question face aux défis inédits de notre siècle.